



POLITIQUES, INSTITUTIONS ET DÉMOCRATIE

MAI 2019

ÉLECTION EUROPÉENNE 2019 : OÙ EST LE NUMÉRIQUE ?



TABLE DES MATIÈRES

DÉCRYPTAGE	6
SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS NUMÉRIQUES	13
SYNTHÈSE DES PRISES DE PAROLE EN LIGNE RELATIVES AU NUMÉRIQUE	38



À la veille de l'élection européenne, le think tank Renaissance Numérique s'interroge sur la place consacrée au numérique dans le cadre de la campagne européenne. Comme en atteste l'édition 2019 des « *Dix questions essentielles à suivre* »¹ du Parlement européen, les enjeux numériques, qui représentent trois des dix priorités du Parlement, sont plus que jamais discutés à Bruxelles. Selon le document, les enjeux européens reposent essentiellement sur trois axes : l'intelligence artificielle, la mobilité électrique et la construction d'une économie numérique éthique. Quel écho est-il fait à ces enjeux dans les débats en cours ? Si cette campagne ne brille pas par la densité de ses contributions, la réflexion numérique apparaît particulièrement faible en la matière. Alors que la prochaine mandature place le numérique au coeur de ses priorités, il est nécessaire de réfléchir à la vision que nous souhaitons porter pour la future feuille de route numérique.

Cette analyse, qui s'intéresse avant tout à l'importance et la nature du débat numérique dans le cadre de la campagne, s'articule autour de trois parties :

- Un décryptage général de l'approche du numérique dans la campagne européenne par les listes françaises candidates et les groupes politiques au niveau européen, avec une comparaison de ces deux échelons ;
- La synthèse des propositions numériques des principales listes et groupes en lice ;
- La synthèse des prises de parole en ligne relatives au numérique, de l'ensemble des candidats français à cette élection.

LA MÉTHODOLOGIE

LA SÉLECTION DES PROGRAMMES DES PARTIS ANALYSÉS

Les programmes qui ont été analysés appartiennent aux listes nationales qui représentaient plus de 2% dans les sondages au 22 mai 2019, à savoir les neuf listes suivantes : « *Envie d'Europe écologique et sociale* » conduite par Raphaël Glucksmann, « *Le courage de défendre les Français* » conduite par Nicolas Dupont-Aignan, « *Liste citoyenne du Printemps Européen* » conduite par Benoît Hamon, « *Europe Écologie* » conduite par Yannick Jadot, « *La France Insoumise* » conduite par Manon Aubry, « *Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent* » conduite par Ian Brossat, « *Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen* », conduite par Jordan Bardella, « *Union de la droite et du centre* » conduite par François-Xavier Bellamy et « *Renaissance* » conduite par Nathalie Loiseau. Les huit groupes politiques européens étudiés sont ceux qui siègent actuellement

au Parlement européen, à savoir : le Groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe, le Groupe Confédéral de la Gauche Unitaire Européenne/ Gauche Verte Nordique, le Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates, le Groupe des Conservateurs et Réformistes Européens, le Groupe des Verts/Alliance Libre Européenne, le Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens), le Groupe Europe de la Liberté et de la Démocratie Directe et le Groupe Europe des Nations et des Libertés.

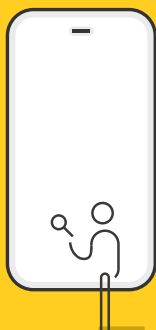
LA SÉLECTION DES CANDIDATS POUR L'ANALYSE DES PRISES DE PAROLE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Renaissance Numérique a analysé les prises de parole de l'ensemble des candidats figurant sur l'arrêté du 3 mai 2019 fixant les listes candidates à l'élection des représentants au Parlement européen², à savoir 2 607 candidats. Le think tank s'est intéressé aux deux principaux réseaux sociaux d'expression du débat public, à savoir Twitter et Facebook. Ce décryptage repose d'une part sur l'analyse des 124 127 tweets publiés par 1 121 comptes Twitter tout au long de l'année 2019 et d'autre part, sur l'étude des 3 610 publications relayées sur 144 pages Facebook affiliées aux candidats nationaux, entre début mars et début mai. Renaissance Numérique a choisi des périodes d'analyse allant légèrement au-delà de la campagne, cette dernière ayant été particulièrement réduite en termes de débat. Cela permet de témoigner de la connaissance ou de l'intérêt des candidats pour ces sujets . De fait, toutes les prises de parole ne se réfèrent donc pas directement à l'élection et les résultats doivent être nuancés en ce sens, y compris pendant la période de campagne. À titre d'exemple, bien que le mot "*fake news*" arrive en tête des thématiques numériques, il faut garder à l'esprit qu'au-delà du débat relatif à la lutte contre les fausses informations, le mot "*fake news*" est un concept généralisé, souvent utilisé par les adversaires pour contrer un argument avancé.

NB : Si le numérique occupe une place restreinte dans le cadre de cette campagne, il convient également de nuancer ce résultat au vu de l'ensemble du traitement des thématiques de ce scrutin européen, qui demeure en retrait dans les médias nationaux. À ce titre, notons également que cette analyse ne tient pas compte des prises de parole médiatiques au-delà des seuls réseaux sociaux analysés.

2 https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=87DAD75FDA48AA144528CD4ED-0B9A9D2.tplgfr38s_1?cidTexte=JORFTEXT000038438196&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&idJO=JORFCONT000038437728

DÉCRYPTAGE



L'analyse des programmes politiques témoigne d'une très forte hétérogénéité en matière de traitement des enjeux numériques dans le cadre de la campagne. Si au niveau national quelques lignes de force ressortent, qu'il s'agisse de considérer le numérique comme un objet de géopolitique de première importance ou de garantir la protection des données des citoyens européens, c'est au niveau des groupes politiques européens que les propositions semblent avoir le plus de consistance, eu égard notamment à leur proximité avec les institutions européennes (et donc maturité en ce domaine ?). Il est également intéressant de noter que ces groupes semblent être dans une posture moins défensive quant à ces enjeux que leurs homologues français ; cela est probablement lié à leur nature transnationale qui les obligent à concilier différentes cultures nationales. Toutefois, le traitement du numérique y demeure également relativement modéré et général.

EN FRANCE, DES LIGNES DE FORCE QUI RESORTENT MAIS PEU APPROFONDIES

UNE ATTENTION TRÈS INÉGALE PORTÉE AU NUMÉRIQUE

Alors que le numérique est porté dans le débat public comme étant un des grands enjeux de la prochaine mandature européenne, on ne compte dans les programmes que trente-quatre mesures numériques toutes listes confondues, contre deux-cent trente quatre propositions au total (sur les neuf listes analysées). En cohérence avec la faible prise de parole en ligne des candidats relative au numérique qui s'élève à moins de 1% sur chacun des réseaux sociaux si on enlève l'item "fake news" six des neuf listes examinées, soit « *Envie d'Europe écologique et sociale* », « *Le courage de défendre les Français* », « *Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent* », « *Liste citoyenne du Printemps Européen* », « *Europe Écologie* » et « *Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen* » ne comportent que huit propositions numériques accumulées. Trois listes se distinguent toutefois. Il s'agit, dans l'ordre du nombre de propositions consacrées au numérique, de la liste «

Renaissance », en tête avec dix propositions numériques, suivie des listes « *La France Insoumise* » et « *Union de la droite et du centre* » qui proposent six propositions relatives au numérique chacune.

Les listes nationales traitent de la politique numérique à travers des approches assez distinctes. À titre d'exemple, la liste " *La France Insoumise* " se concentre sur des propositions qui se rattachent à la souveraineté économique, avec trois propositions en matière de fiscalité et d'investissement numérique visant à assurer le respect des règles par les entreprises numériques extra-européennes. La liste « *Union de la droite et du centre* » est, quant à elle, la liste qui propose les idées les plus diversifiées au vu de l'ensemble des thématiques identifiées. Il s'agit notamment de la seule liste à porter une attention précise aux infrastructures numériques, en proposant d'*accroître les investissements stratégiques pour éliminer toutes les zones blanches*" et à se saisir, au-delà de la thématique de l'éthique, de la question de l'intelligence artificielle en proposant une *"stratégie européenne industrielle pour l'intelligence artificielle"*. Ce résultat est d'autant plus étonnant que l'intelligence artificielle est portée dans le débat public national et européen comme étant une thématique majeure et qu'après les termes génériques (Internet, Web, Numérique), elle est la thématique la plus abordée sur Twitter, en représentant 12% des prises de parole. En ce qui concerne la liste « *Renaissance* », elle met la question de l'établissement d'une régulation appropriée au centre de ses réflexions. Cela traduit notamment par le souhait de mettre en place une *"Agence européenne pour la confiance numérique"* et *"un statut propre aux géants du numérique pour sanctionner rapidement toute atteinte à la concurrence, permettre l'ouverture des données et la transparence des algorithmes"*.

Notons que l'analyse des propositions numériques inscrites dans les programmes des listes candidates, ne témoigne pas dans son entièreté de l'attention portée au numérique en tant que tel par les candidats. À titre d'exemple, bien que la liste *"Envie d'Europe écologique et sociale"* ne propose que deux propositions relatives au numérique dans son programme,

elle se situe en tête des prises de parole relatives au numérique sur Facebook, représentant un cinquième de l'ensemble des prises de parole. Ces prises de parole en ligne doivent elles-même être nuancées au regard des usages disparates des partis et candidats en matière de réseaux sociaux. On note notamment que la liste "*Courage de soutenir les français*", est la première liste à prendre la parole sur les sujets du numérique sur Twitter, en représentant 15% des prises de parole relatives au numérique en 2019. Pour compléter cette analyse, il conviendrait également de s'intéresser aux retombées médiatiques de ces acteurs.

LE NUMÉRIQUE, UN ENJEU DE GÉOPOLITIQUE MAJEUR

Les listes françaises se concentrent autour de quatre thématiques numériques dans le cadre de cette campagne : la politique de concurrence (six propositions), la mise en place d'une politique numérique inclusive (cinq propositions), la fiscalité numérique (quatre propositions) et la politique industrielle européenne (trois propositions). Notons que certaines d'entre elles se recoupent. Pour l'ensemble des listes, positionner et protéger l'Europe dans la compétition mondiale est la principale préoccupation numérique de cette campagne. Comme en attestent les prises de parole en ligne, la défense d'une souveraineté numérique européenne est souvent traitée de manière à se positionner face aux "GAFA". Dans ce sens, les mots clés relatifs aux "GAFA" représentent 8% des prises de parole relatives au numérique sur Twitter. La défense d'une souveraineté européenne se traduit notamment par des propositions relatives au renforcement du contrôle des investissements étrangers et à la renégociation des accords internationaux. Par ailleurs, afin de se positionner dans l'échelon mondial, l'Union européenne doit également être capable d'assurer le respect des standards de protection qu'elle a définis. À titre d'exemple, la question du traitement des données hors UE est également reconnue comme essentielle par les propositions numériques des listes en lice.

Cette campagne porte un regard plus transversal sur les problématiques liées au numérique que lors de la dernière élection, qui a initié le marché unique numérique. Un total de cinq propositions laissent par exemple transparaître

la volonté de candidats de mettre en place une politique européenne inclusive. Ces propositions sont réparties entre trois listes : « *Liste citoyenne du Printemps Européen* » (deux propositions), « *Renaissance* » (deux propositions), « *La France Insoumise* » (une proposition). Toutefois, bien que l'ensemble de ces listes reconnaisse le principe général de la mise en place d'une politique inclusive, les propositions restent relativement succinctes.

En représentant moins de 1% des prises de parole numériques sur Twitter, on note que malgré l'actualité réglementaire, certains sujets phares, tels que le droit d'auteur, ne sont ni abordés dans les programmes des listes candidates, ni n'émergent dans les prises de parole sur les plateformes analysées.

UNE RÉFLEXION QUI SEMBLE PLUS MATURE AU NIVEAU EUROPÉEN

LE GROUPE ALDE, EN TÊTE DES PROPOSITIONS NUMÉRIQUES

Avant tout, notons qu'il y a lieu de nuancer l'analyse comparative de l'échelon national et européen car, contrairement au décryptage des listes nationales candidates, l'étude des propositions numériques des groupes politiques au niveau européen se limite à l'analyse de leurs programmes officiels. Bien que le nombre de propositions numériques à l'initiative des groupes européen soit quantitativement inférieur à celui des listes françaises, les vingt-cinq propositions retenues à l'échelon européen sont plus précises quant à leur souhait de construire une société numérique européenne. À ce titre, le Groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe se distingue des autres groupes politiques par le nombre de ses propositions avec onze propositions relatives au numérique. Les Groupes des Verts/Alliance Libre Européenne et du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) le suivent en proposant respectivement sept et cinq propositions numériques. Le traitement de la politique numérique par les groupes européens est lui aussi particulièrement inégal. Quatre groupes,

le Groupe Conservateurs et Réformistes Européens, le Groupe Confédéral de la Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique, le Groupe Europe de la Liberté et de la Démocratie Directe et le Groupe Europe des Nations et des Libertés, ne proposent ainsi aucune proposition numérique.

Les propositions numériques de certains groupes européens sont également plus riches que celles des listes qui devraient siéger en leur sein. A titre d'exemple, le Groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe se distingue de la liste "Renaissance" en allant plus loin dans la variété et la précision des propositions numériques énoncées. On note également que la liste "Europe Ecologie" ne propose que cinq propositions numériques relativement vastes, alors que le Groupe des Verts/Alliance Libre Européenne auquel elle est affiliée, est particulièrement actif sur les questions numériques au niveau européen. A contrario, alors que les enjeux de fiscalité et d'investissement numérique ressortent comme une des priorités de l'échelon national, seulement deux propositions traitent de cette thématique au niveau européen. Ce résultat semble traduire notamment la sensibilité de ces groupes transnationaux face à la difficulté des Etats membres à trouver un accord en la matière.

LA VOLONTÉ APPARENTE D'ACCOMPAGNER LA SOCIÉTÉ DANS LES DIFFÉRENTES POLITIQUES NUMÉRIQUES

La priorité des quatre groupes européens émetteurs de propositions numériques semble unanime : accompagner la société dans la transition numérique. Cette thématique se démarque clairement au regard des autres thématiques, avec sept propositions relatives à une politique inclusive, suivies par cinq propositions relatives à la la mise en place d'une politique industrielle. Les priorités suivantes, telles que la souveraineté numérique, les droits fondamentaux numériques ou la régulation se situent plus loin dans le classement, en ne dépassant pas plus de trois propositions. Le Groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux souligne l'importance de "renforcer les compétences numériques" et d'investir "pour renforcer notre compétitivité, notre productivité et la création d'emplois

durables". Le Groupe des Verts/Alliance Libre Européen est, quant à lui, le seul à se saisir de la thématique de l'accompagnement des petites et des moyennes entreprises, qu'il identifie comme constituant *"l'épine dorsale de l'économie européenne"*. À ce titre, il soutient *"qu'une réglementation plus intelligente devrait garantir à ces entreprises un terrain de jeu équitable avec les grandes entreprises"*. Enfin, le Groupe du Parti Populaire Européen (Démocrates-Chrétiens) porte une attention particulière aux *"politiques d'alphabétisation numérique et à ce que le numérique soit enraciné dans nos systèmes éducatifs"*.

Enfin, alors que l'on se situe en pleines négociations internationales sur le sujet des cyber risques, il est étonnant qu'une seule proposition, à l'initiative du Groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe, ne traite de la question.

SYNTHÈSE DES PROPOSITIONS NUMÉRIQUES



LES PROPOSITIONS NUMÉRIQUES DANS LES PROGRAMMES OFFICIELS

Issues des programmes officiels des principales listes candidates nationales et des groupes politiques siégeant au Parlement européen, les propositions sont classées en fonction des thématiques abordées. Les thèmes abordés sont regroupés autour de dix axes, sur la base des principales propositions numériques de ces acteurs : “protection des données”, “transparence des algorithmes et éthique”, “intelligence artificielle”, “infrastructures”, “cybersécurité”, “droits fondamentaux numériques”, “fiscalité numérique”, “politique de la concurrence”, “inclusion numérique” et “politique industrielle européenne”.

Notons que certains de ces thèmes se recoupent.

PROPOSITIONS DES PRINCIPALES LISTES NATIONALES CANDIDATES À L'ÉLECTION EUROPÉENNE

PROTECTION DES DONNÉES

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	
« Le courage de défendre les Français »	
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	Face à la collecte de nos données par nos gouvernements ou avec leur autorisation, nous souhaitons protéger nos données personnelles de leur appropriation à des fins militaires ou commerciales, à travers des réglementations plus exigeantes.
« La France Insoumise »	1- Proposer une directive pour une meilleure protection des données personnelles avec notamment la remise à plat du PNR (<i>Passenger Name Record</i>). 2- Protéger les données personnelles contre les géants du numérique, la marchandisation et interdire l'export hors de l'UE des données personnelles collectées dans l'Union Européenne
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	
«Renaissance »	Nous devons renégocier avec les États-Unis le <i>Privacy Shield</i> , le cadre de protection des données, d'ici 2018, afin de garantir la préservation des données personnelles de tous les Européens.
TOTAL	4

TRANSPARENCE DES ALGORITHMES ET ÉTHIQUE

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	Exiger la transparence des algorithmes d'intelligence artificielle
« Le courage de défendre les Français »	
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	
« La France Insoumise »	Ouvrer à la création d'un « Comité d'éthique » chargé de contrôler et lutter contre la généralisation des algorithmes en commençant par exiger la transparence des variables et des données utilisées, évaluer régulièrement l'impact de ces outils mathématiques sur les utilisateurs afin d'en corriger les effets pervers.
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	
« Renaissance »	<p>1- Nous proposerons la mise en place d'une Agence européenne pour la confiance numérique, chargée de réguler les grandes plateformes numériques pour garantir la protection des données personnelles et la loyauté de leur fonctionnement.</p> <p>2- Créer un statut propre aux géants du numérique pour sanctionner rapidement toute atteinte à la concurrence, permettre l'ouverture des données et la transparence des algorithmes.</p>
TOTAL	4

INFRASTRUCTURES

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	
« Le courage de défendre les Français »	
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	Nous réviserons le droit de la concurrence européen pour qu'il protège les services publics et arrête les vagues de libéralisation et de privatisation notamment dans les réseaux (numériques, routiers, ferroviaires et les grandes infrastructures).
« La France Insoumise »	
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	<p>1- Accroître les investissements stratégiques pour éliminer toutes les zones blanches, particulièrement dans les territoires ruraux et dans les transports en commun, et équiper en Internet très haut débit et en 4G/5G l'ensemble de l'Union européenne, grâce à la mobilisation prioritaire d'entreprises européennes afin de garantir une maîtrise de ces outils de souveraineté que sont les réseaux très haut-débit, 4G et 5G.</p> <p>2- Il faut limiter le pouvoir normatif de la Commission européenne au strict nécessaire, et orienter son action sur la conduite de grands projets structurants, comme la réalisation d'infrastructures numériques ou ferroviaires.</p>
«Renaissance »	

TOTAL

3

CYBERSÉCURITÉ

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	
« Le courage de défendre les Français »	
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	
« La France Insoumise »	
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	<p>Lancer des coopérations renforcées pour assurer notre indépendance stratégique, notamment dans le secteur spatial ou la cybersécurité. Les Européens doivent pouvoir se défendre avec leurs propres moyens technologiques et militaires et avancer plus rapidement entre Etats membres lorsqu'ils ont des intérêts communs.</p>
«Renaissance »	<p>1- Créer un cyber-bouclier européen, avec une cyber-police contre la criminalité sur Internet et un soutien mutuel entre États en cas d'attaque informatique.</p> <p>2- Obliger les plateformes numériques et les réseaux sociaux à retirer tout contenu terroriste, pédopornographique, et de haine raciste et antisémite.</p>
TOTAL	3

DROITS FONDAMENTAUX NUMÉRIQUES

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	Garantir la neutralité du net en Europe comme une liberté fondamentale face aux pressions et aux régressions aux États-Unis, garantir l'égal accès à un internet libre et ouvert, imposer le développement des logiciels libres et de matériel informatique écologique dans les institutions européennes.
« Le courage de défendre les Français »	
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	Réaffirmer la neutralité du web. Internet doit rester un espace de liberté, de co-construction, de partage de savoirs pour l'ensemble des Européen.ne.s.
« La France Insoumise »	
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	
« Renaissance »	
TOTAL	2

FISCALITÉ NUMÉRIQUE

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	
« Le courage de défendre les Français »	
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	<p>Nous créerons une obligation de « civisme fiscal » pour tous les États européens. Dans tout État membre les bénéficiaires des entreprises devront être soumis à un impôt effectif de 20% minimum. Tout État membre fonctionnant comme un paradis fiscal pourra être sanctionné financièrement ou être privé de son droit de vote. Nous créerons une liste européenne des paradis fiscaux crédible et pourvue d'un mécanisme de sanctions. Nous exigerons que les GAFA et les grandes multinationales paient leur juste part d'impôts au même titre que les PME. Les recettes seront fléchées vers un fonds social européen, qui financera les territoires en difficulté (villes moyennes, zones désindustrialisées) ainsi qu'une assurance-chômage européenne qui s'ajoutera aux assurances nationales, pour une véritable redistribution à l'échelle continentale.</p>
« La France Insoumise »	<p>Obliger les multinationales à déclarer publiquement leur activité et impôts effectivement payés pays par pays pour taxer vraiment leurs bénéfices, revoir la directive « mère-fille » qui facilite l'évasion fiscale, faire aboutir l'idée d'une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés permettant une harmonisation fiscale par le haut. En attendant, refuser la taxe Macron/Moscovici sur le CA des entreprises du numérique pour proposer à la place une modification des règles de la fiscalité du numérique et leur appliquer l'impôt sur les sociétés sur la base d'une ventilation par pays de leurs bénéfices mondiaux pour en finir avec l'évasion fiscale.</p>
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	La taxation des entreprises doit être équitable entre toutes les entreprises en Europe : mettre en place une taxe d'égalisation des géants extra-européens du numérique (GA-FAM), pour financer l'investissement public européen dans la recherche et l'innovation, notamment dans l'intelligence artificielle.
« Renaissance »	Nous taxerons les géants du numérique en Europe comme nous le faisons en France et mettrons fin à la règle de l'unanimité pour les décisions relatives à la fiscalité.
TOTAL	4

POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	
« Le courage de défendre les Français »	Investir dans la révolution numérique pour que les consommateurs des pays européens ne soient pas prisonniers des GAFAM américains et des concurrents chinois.
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	Le libre Internet doit également être protégé de l'appétit des GAFAM et de celles. ceux souhaitant contrôler cet espace de libertés.
« La France Insoumise »	<p>1- Protéger l'exception culturelle et l'étendre à la sphère numérique en brisant le monopole des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft).</p> <p>2- Protéger les industries stratégiques contre le pillage par la finance (acier, énergie, numérique, télécom, transport, spatial, etc.).</p>
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	Transformer radicalement la politique européenne de concurrence. Cette politique doit cesser d'être un frein à la constitution de champions européens mais s'adapter aux priorités industrielles de l'Union : Établir une liste de secteurs stratégiques (environnement, énergie, défense, numérique...) dérogatoire des règles de la concurrence européenne, pour permettre l'émergence de leaders continentaux performants à l'échelle mondiale (sur le modèle d'Airbus).
« Renaissance »	Renforcer le mécanisme européen de contrôle des investissements étrangers dans les secteurs et technologies stratégiques, par exemple pour garantir l'indépendance de notre 5G.
TOTAL	6

INCLUSION NUMÉRIQUE

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	
« Le courage de défendre les Français »	
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	<p>1- Maîtriser notre avenir et défendre nos modes de vie en trouvant de nouvelles réponses solidaires face aux grands risques globaux qui nous menacent : les bouleversements climatiques et écologiques, la révolution numérique non régulée, la montée des conflits et du terrorisme à nos portes et sur notre sol.</p> <p>2- Créer les emplois de demain en investissant massivement dans les compétences humaines, la recherche et l'innovation ; dans les technologies de rupture, notamment numériques, pour les maîtriser et les mettre au service du progrès pour tous. Ces défis sont la clé de l'indépendance de l'Europe et du maintien de sa puissance économique.</p>
« Europe Ecologie »	
« La France Insoumise »	Promouvoir une économie numérique coopérative écartant l'ubérisation qui détruit les conditions de travail et d'emploi.
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	
«Renaissance »	<p>1- Aider jusqu'à 20 000 euros chaque travailleur dont l'entreprise est touchée par les transformations numériques et écologiques pour qu'il puisse se reconvertir.</p> <p>2- Créer de nouveaux droits et protections pour les 3 millions de travailleurs de plateforme, comme Uber ou Deliveroo (accidents du travail, assurance maladie, formation...).</p>
TOTAL	5

POLITIQUE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	
« Le courage de défendre les Français »	Favoriser les investissements privés et publics dans la recherche et l'innovation pour atteindre 5% du PIB européen comme la Corée du Sud.
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	
« Europe Ecologie »	
« La France Insoumise »	
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	
« Union de la droite et du centre »	Etablir une véritable Stratégie européenne pour l'Intelligence artificielle (IA) : investir massivement grâce à des appels à projet européens publics/privés pour faire de l'Europe le pôle mondial d'innovation dans le domaine de l'IA et du big data, et pour ne pas laisser cette révolution industrielle aux Etats-Unis et à la Chine. Cette maîtrise de l'Intelligence artificielle européenne doit se faire au service des citoyens et des entreprises européennes.
«Renaissance »	Nous promouvons la mise en place d'un Fonds européen de financement en capital-risque pour accompagner la croissance des start-up européennes du numérique. Ce fonds devra être doté d'au moins 5 milliards d'euros.
TOTAL	3

NOMBRE TOTAL DE PROPOSITIONS DES PRINCIPALES LISTES NATIONALES

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
« Envie d'Europe écologique et sociale »	2
« Le courage de défendre les Français »	3
« Liste citoyenne du Printemps Européen »	2
« Europe Ecologie »	5
« La France Insoumise »	6
« Pour l'Europe des gens contre l'Europe de l'argent »	0
« Prenez le pouvoir, liste soutenue par Marine Le Pen »	0
« Union de la droite et du centre »	6
«Renaissance »	10
TOTAL	34

PROPOSITIONS DES GROUPES POLITIQUES EUROPÉENS À L'ÉLECTION EUROPÉENNE

PROTECTION DES DONNÉES

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	Les politiques de protection des données doivent être harmonisées et équilibrées afin de garantir l'avenir de l'UE en tant que lieu d'innovation.
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	
Groupe des Verts/Alliance libre européenne	Les règles européennes de protection des données récemment introduites doivent être pleinement mises en œuvre. Dès le départ, les paramètres de base doivent être définis de manière à offrir la meilleure protection et la meilleure sécurité possible des données. La communication électronique doit être cryptée de bout en bout. Nous rejetons fermement toute forme de conservation de données sans cause.
Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	
Groupe Europe des Nations et des Libertés	
TOTAL	2

TRANSPARENCE DES ALGORITHMES ET ÉTHIQUE

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	Nous pensons que l'Union européenne devrait être la première à créer un cadre juridique solide pour les nouvelles technologies telles que la blockchain, l'intelligence artificielle et d'autres technologies utilisables dans l'économie et la vie publique. La législation devrait toutefois être centrée sur les applications utilisant ces nouvelles technologies et non sur les technologies sous-jacentes, car cela limiterait sinon l'innovation et la création de nouvelles applications.
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	
Groupe des Verts/Alliance libre européenne	La protection de la dignité humaine exige que nous fixions des limites à la délégation d'importantes décisions concernant nos vies à des algorithmes. Les humains devraient maîtriser le fonctionnement des algorithmes et des robots. Les algorithmes doivent être soumis à l'examen du public et ne doivent pas être discriminés. L'Europe doit jouer un rôle plus important dans l'élaboration des règles internationales.
Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	
Groupe Europe des Nations et des Libertés	
TOTAL	2

INFRASTRUCTURES

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
<p>Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe</p>	<p>À l'ère de la numérisation, l'accès à Internet est crucial pour l'égalité des chances. Dans notre Europe libérale, il n'y aura pas de frontières virtuelles. Nous avons supprimé les frais d'itinérance sur les téléphones mobiles et nous allons travailler à supprimer le géoblocage. Nous pensons que vous devriez avoir la liberté d'accéder à vos services d'actualités et de divertissement à domicile lorsque vous voyagez n'importe où sur notre continent. Les filtres de téléchargement et les infrastructures de censure mettent en danger le concept de libre accès à l'information, alors que la propriété intellectuelle doit être garantie pour permettre au secteur de la création de prospérer.</p>
<p>Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique</p>	
<p>Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement</p>	
<p>Groupe des Conservateurs et Réformistes européens</p>	
<p>Groupe des Verts/Alliance libre européenne</p>	
<p>Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)</p>	
<p>Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe</p>	
<p>Groupe Europe des Nations et des Libertés</p>	
<p>TOTAL</p>	<p>1</p>

CYBERSÉCURITÉ

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	Les citoyens européens doivent être au centre de notre politique de sécurité et de défense, qui doit comporter des actions concrètes, à commencer par une coopération toujours plus étroite pour lutter contre le terrorisme et des efforts plus efficaces pour la sécurité des frontières extérieures de l'UE. La mise à niveau des pouvoirs d'Europol et le renforcement de la coopération en matière de partage du renseignement sont les prochaines étapes à franchir. Cela doit également impliquer une plus grande capacité des institutions européennes et des États membres pour défendre nos économies et nos sociétés contre des activités hybrides, telles que des campagnes de désinformation, le cyberespionnage, les cyberattaques et la criminalité. Ceux-ci incluent ceux qui visent à saper nos démocraties et nos élections ainsi que pour lutter contre le changement climatique, l'une des plus grandes menaces pour la sécurité et la sûreté de notre époque.
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	
Groupe des Verts/Alliance libre européenne	
Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	
Groupe Europe des Nations et des Libertés	
TOTAL	1

DROITS FONDAMENTAUX NUMÉRIQUES

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	
Groupe des Verts/Alliance libre européenne	<p>1- Dans un monde de plus en plus numérique, la protection de la liberté et des droits de l'homme en ligne revêt une importance croissante. Nous défendons la neutralité de l'Internet - le principe selon lequel toutes les données doivent être traitées de manière égale - en tant que fondement de l'internet ouvert.</p> <p>2- Chaque Européen devrait avoir une identité numérique fiable et sécurisée pour pouvoir se connecter et signer des documents en toute sécurité, de la manière du 21ème siècle. Nous visons à faire du numérique la solution par défaut pour tous les services.</p>
Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	<p>Nous nous opposons à quiconque met la pression sur notre démocratie par la diffusion de <i>fake news</i> par la manipulation du débat public ou par une perturbation délibérée de l'échange démocratique. Il est essentiel de soutenir les médias libres et indépendants ainsi que la société civile, de leur permettre de remplir leur rôle en démocratie, et de protéger les lanceurs d'alerte.</p>
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	
Groupe Europe des Nations et des Libertés	
TOTAL	3

FISCALITÉ NUMÉRIQUE

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	
Groupe des Verts/Alliance libre européenne	<p>La fiscalité doit être adaptée à notre économie mondialisée. Nous devons introduire des mesures plus strictes pour lutter contre les manipulations de marché, la spéculation abusive et les délits d'initiés et améliorer la transparence des marchés financiers. Nous proposons une taxe sur les transactions financières pour limiter la spéculation et financer des investissements durables. L'Europe doit également trouver un moyen juste et fonctionnel de taxer les services numériques et de gérer les crypto-monnaies.</p>
Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	<p>Chaque citoyen et chaque entreprise doivent contribuer équitablement à la société dans le respect de leurs obligations fiscales. Les bénéfices doivent être taxés là où ils sont réalisés.</p>
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	
Groupe Europe des Nations et des Libertés	
TOTAL	2

POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	<p>1- Aujourd'hui, nous sommes confrontés à de profonds défis : l'impact révolutionnaire de la technologie, en particulier l'intelligence artificielle et le traitement douteux des données personnelles ; les pratiques commerciales déloyales et les défis posés par la concurrence d'autres économies émergentes comme la Chine, qui rejettent les principes de l'économie de marché et ne respectent pas l'ensemble de règles libérales régissant le commerce mondial ; et partout une tendance à se concentrer sur des questions à court terme plutôt que sur des solutions à long terme.</p> <p>2- L'avenir est numérique, ce qui rend cruciale la question de savoir comment le commerce international des services et des données est défini et réglementé. Pour exploiter pleinement le potentiel des technologies innovantes et faire de l'UE le lieu le plus attrayant pour les entreprises de l'économie numérique, l'UE doit créer un marché unique numérique pleinement opérationnel. Nous encouragerons la concurrence entre les entreprises du secteur numérique et n'hésiterons pas à utiliser nos pouvoirs pour empêcher le développement de monopoles et assurer la concurrence pour le développement de services innovants.</p>
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe des Verts/Alliance libre européenne	Les services numériques et autres offrent un potentiel inexploité particulièrement important tout en garantissant des droits et des services sociaux aux travailleurs et aux consommateurs. La mondialisation a créé des entreprises mondiales hors de portée des freins et contreponds nationaux. Nous appelons à une autorité européenne efficace et indépendante pour la surveillance du secteur numérique, afin de contrôler et de limiter le pouvoir de marché des grandes entreprises.
Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	
Groupe Europe des Nations et des Libertés	
TOTAL	3

INCLUSION NUMÉRIQUE

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	<p>1- Pour que tous les Européens puissent bénéficier des avantages de la mondialisation, les États membres doivent mettre en place des systèmes de protection sociale durables et des sociétés inclusives, soutenant le progrès technologique et supprimant les obstacles à l'entrée sur le marché du travail.</p> <p>2- À une époque où les emplois et les carrières changent de manière croissante, nous devons renforcer notre économie de la connaissance en investissant dans la recherche et l'innovation, et en dotant notre main-d'œuvre du au XXIe siècle tout en comblant le fossé générationnel en compétences numériques.</p>
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	
Groupe Europe des Nations et des Libertés	

GROUPES EUROPÉENS

PROPOSITIONS

Groupe des Verts/Alliance libre européenne

Saisir les opportunités de la numérisation, de l'intelligence artificielle et de la robotisation - tout en relevant leurs défis et leurs risques - peut renforcer l'économie européenne. Les travailleurs confrontés à cette transition doivent être aidés pour s'adapter à l'évolution de la situation. Il existe également un grand potentiel dans l'économie équitable, sociale, collaborative et des soins. Les nouvelles formes d'économie peuvent associer la rentabilité à l'inclusion sociale et à la gouvernance démocratique. La réglementation européenne devrait permettre l'utilisation d'autres outils, tels que les coopératives, le financement participatif et l'entrepreneuriat social. Tout le monde devrait avoir accès à des ressources partagées, également appelées «ressources communes», telles que l'air et l'eau purs, Internet ou les connaissances. Les communautés à travers l'Europe devraient être encouragées à développer des alternatives durables et accessibles aux rôles actuels dominants de l'économie de marché et de ses lobbies.

Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)

1- Une attention particulière devrait être accordée à la transformation numérique de l'industrie et de l'entreprise, à l'amélioration des soins de santé grâce aux nouvelles technologies et à l'innovation, à la fusion de la planification urbaine, de l'écologie et des technologies de l'information afin de rendre nos villes plus agréables où vivre, travailler et faire des affaires, secteur public avec la numérisation des services publics, abordant les politiques à long terme en matière d'alphabétisation numérique, mais aussi en veillant à ce que le numérique soit enraciné dans nos systèmes éducatifs, en garantissant la bonne infrastructure numérique pour connecter tout le monde, tout, partout et enfin, mais surtout, la sécurité et la protection de la vie privée pour renforcer la confiance dans le monde en ligne.

2- Exploiter les avantages et à relever les défis afin de créer une société numérique inclusive, sûre et durable, et de promouvoir les opportunités offertes par Internet et les technologies numériques au profit des citoyens et de la société dans son ensemble.

TOTAL

5

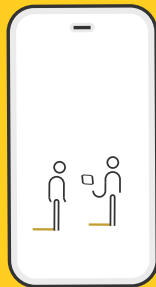
POLITIQUE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE

GROUPES EUROPÉENS	PROPOSITIONS
<p>Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe</p>	<p>1- Outre les méthodes de dépenses actuelles largement basées sur les subventions, des instruments financiers tels que des prêts ou des garanties peuvent être davantage utilisés pour mobiliser des capitaux privés et encourager l'innovation, en le reliant à un programme clair de réformes économiques et structurelles.</p> <p>2- Les investissements dans la recherche et l'innovation sont des investissements dans l'avenir de l'Europe. Atteindre l'objectif de 3% du PIB de l'UE investi dans la recherche et le développement d'ici 2020 est essentiel pour renforcer notre compétitivité, notre productivité et la création d'emplois durables.</p> <p>3- Nous souhaitons voir davantage de soutien à la recherche scientifique locale dans les États membres, simplifier le processus de candidature et réduire le délai d'octroi d'un financement pour des projets de recherche et d'innovation financés par l'UE afin d'accroître le nombre d'entreprises petites et moyennes entreprises (PME), en particulier les micro-entreprises.</p>
<p>Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique</p>	
<p>Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement</p>	<p>1- Il nous faut un plan d'investissement à long terme, qui préparera nos industries et nos travailleurs, afin que ceux-ci bénéficient réellement de la transition verte, de la révolution numérique et du développement de l'intelligence artificielle.</p> <p>2- La stratégie industrielle de l'Europe doit orienter les investissements vers la recherche et l'innovation, soutenir la formation et l'apprentissage tout au long de la vie, tout en garantissant la protection et la création d'emplois dans l'UE.</p>
<p>Groupe des Conservateurs et Réformistes européens</p>	
<p>Groupe des Verts/Alliance libre européenne</p>	
<p>Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)</p>	<p>Les technologies mobiles et en nuage, les mégadonnées et l'Internet des objets (IoT) offrent des possibilités inimaginables pour l'Europe, générant croissance, création d'emplois et amélioration de la vie des citoyens. Nous devons adopter ces nouvelles technologies, car elles apportent amélioration et efficacité à de nombreux domaines dans tous les secteurs d'activité.</p>
<p>Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe</p>	
<p>Groupe Europe des Nations et des Libertés</p>	

NOMBRE TOTAL DE PROPOSITIONS DES GROUPES EUROPÉENS

LISTES CANDIDATES NATIONALES	PROPOSITIONS
Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe	11
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique	0
Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement	2
Groupe des Conservateurs et Réformistes européens	0
Groupe des Verts/Alliance libre européenne	7
Groupe du Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens)	5
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe	0
Groupe Europe des Nations et des Libertés	0
TOTAL	25

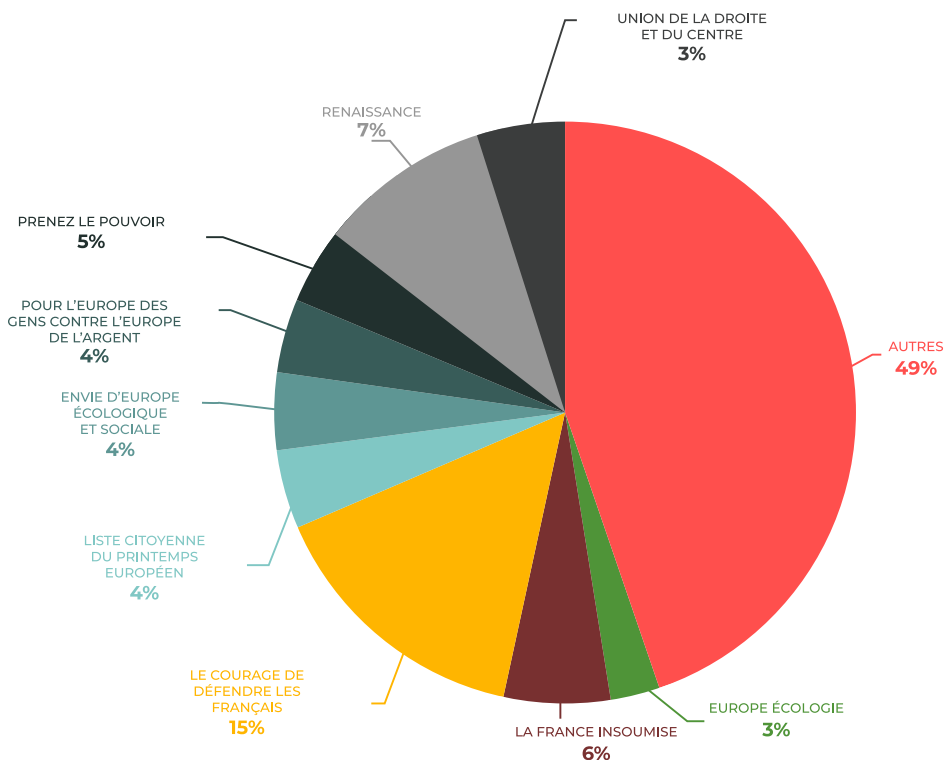
LES PRISES DE PAROLE EN LIGNE RELATIVES AU NUMÉRIQUE



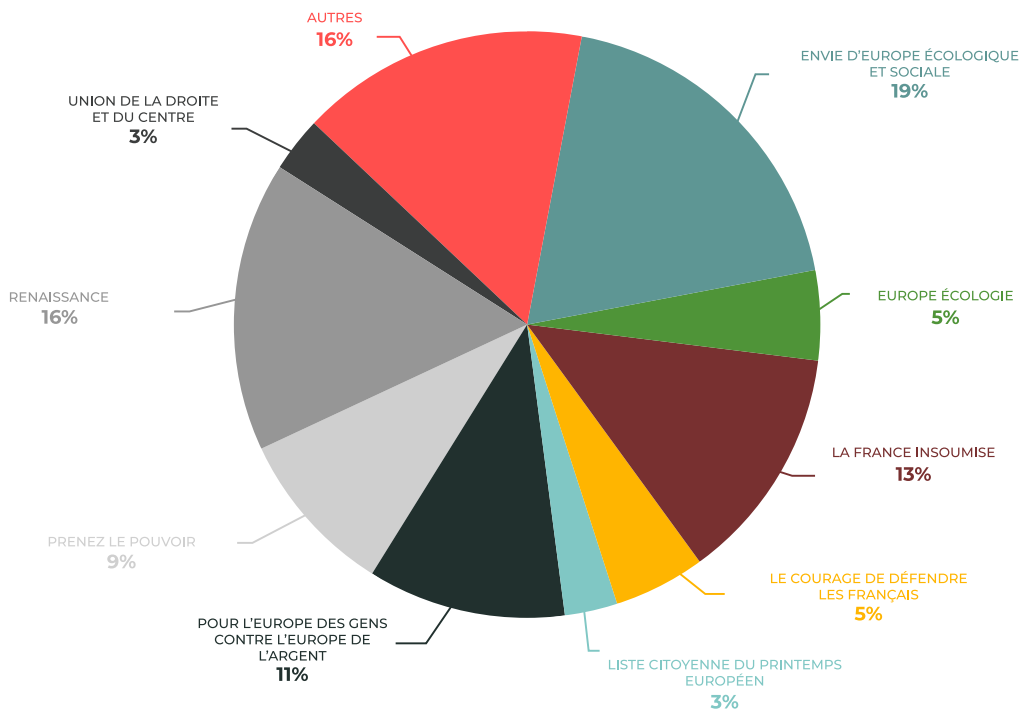


L'analyse des prises de parole en ligne s'intéresse en particulier aux deux principaux réseaux sociaux du débat public, que sont Twitter et Facebook. Une étude complémentaire a été faite sur Twitter au regard de son rôle de relai médiatique, sur la répartition des thématiques numériques.

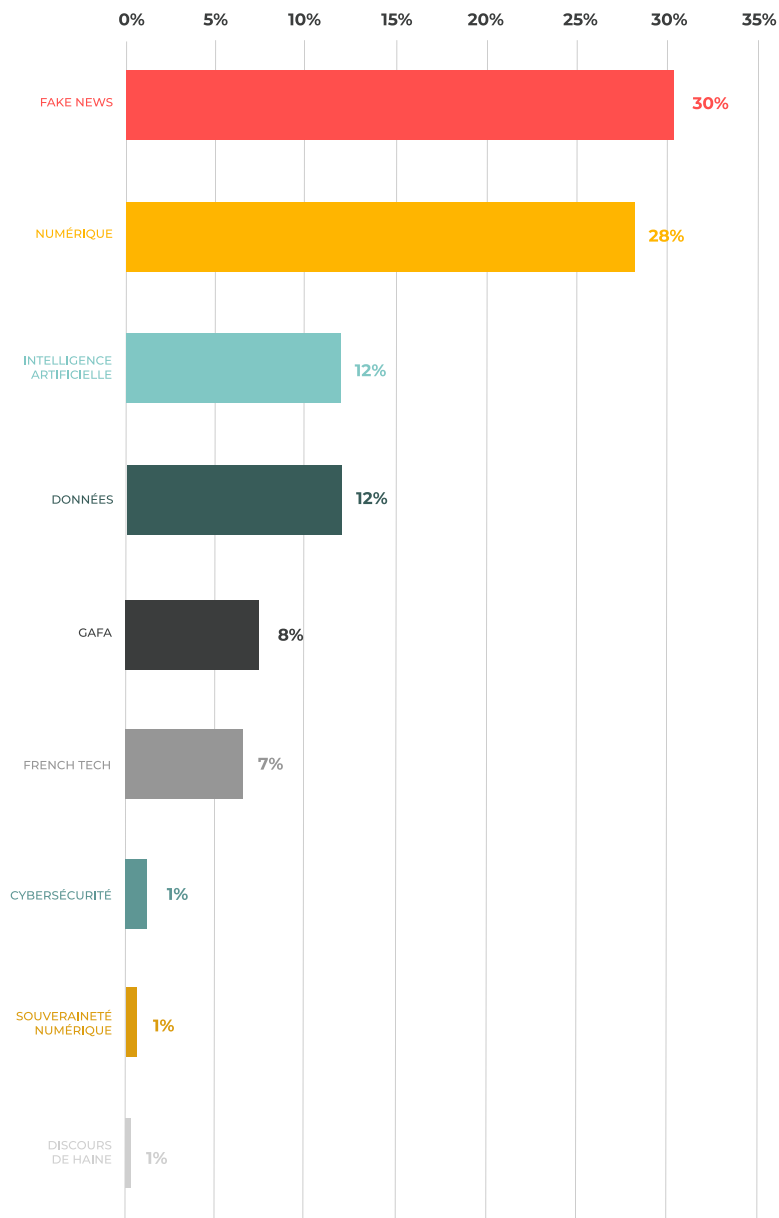
LA LISTE «*COURAGE DE DÉFENDRE LES FRANÇAIS*» EN TÊTE DES DES PRISES DE PAROLE NUMÉRIQUE SUR TWITTER



LA LISTE «ENVIE D'EUROPE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE» EN TÊTE DES PRISES DE PAROLE NUMÉRIQUES SUR FACEBOOK



APRÈS LES THÉMATIQUES GÉNÉRIQUES, L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LA PROTECTION DES DONNÉES SONT LES THÈMES LES PLUS ABORDÉS SUR TWITTER



LE NUMÉRIQUE : UNE POLITIQUE PUBLIQUE EUROPÉENNE QUI RESTE À BÂTIR

Bien que la dernière mandature du Parlement européen ait marqué une avancée considérable en matière de politique numérique européenne, en posant les bases du marché unique numérique, l'Union européenne peine encore à bâtir une société numérique inclusive. Au-delà des propositions numériques déjà présentes dans le cadre des élections européennes de 2014, telles que le développement du numérique au service de la croissance et de la compétitivité et la protection des droits fondamentaux numériques avec une acuité forte sur les données personnelles, nous observons cette année des thématiques nouvelles ou plus approfondies, à l'instar de l'intelligence artificielle. Cette évolution démontre que le numérique occupe une place plus importante dans l'agenda politique européen. Le prochain défi pour l'Europe est de se rapprocher des citoyens afin de bâtir une véritable citoyenneté numérique européenne et leur permettre de se saisir pleinement des opportunités permises par le numérique. Cette campagne, très courte et peu attentive aux enjeux européens, laisse peu de place pour en débattre en profondeur. Il conviendra ainsi d'être attentifs aux futurs débats qui seront initiés au sein de ces institutions renouvelées.

POUR ALLER PLUS LOIN

“15 principes clés pour porter l’ambition d’une citoyenneté numérique européenne”, Renaissance Numérique, EuropaNova et Das Progressive Zentrum, mai 2019.

“Intelligence artificielle : Bâtir la voie européenne”, Renaissance Numérique, EuropaNova et Das Progressive Zentrum, octobre 2018.

RAPPORTEUR

Méneould Michaud de Brisis, chargée de mission de Renaissance Numérique

COORDINATION

Jennyfer Chrétien, déléguée générale de Renaissance Numérique

CONTRIBUTION

Lucien De Brot, expert en analyse des données d'opinion



À PROPOS DE RENAISSANCE NUMÉRIQUE

Renaissance Numérique est le principal think tank français indépendant dédié aux enjeux de transformation numérique de la société. Réunissant des universitaires, des associations, des grandes entreprises, des start-ups et des écoles, il vise à élaborer des propositions opérationnelles pour accompagner les acteurs publics, les citoyens et les acteurs économiques dans la promotion d'une société numérique inclusive.

Renaissance Numérique
22 bis rue des Taillandiers - 75011 Paris
www.renaissancenumerique.org

Mai 2019
CC BY-SA 3.0